

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 24/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **URBASER ENVIRONNEMENT**

10 rue du Luyot  
59113 Seclin

Références : -  
Code AIOT : 0007005338

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2025 dans l'établissement URBASER ENVIRONNEMENT implanté Rue de Lorival 59113 SECLIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection fait suite à la mise en demeure du 06 août 2024 à l'encontre de l'exploitant au regard des motifs suivants:

- l'absence d'exhaustivité des registres des déchets produit et/ou transitant par le site de la déchetterie de Seclin au sens de l'article 1.2.8.2 de l'arrêté préfectoral du 02 octobre 2012 ;
- le bordereau de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante transmis par l'exploitant ne respecte pas l'article 3.A.i de l'arrêté ministériel du 21 décembre 2021, ce bordereau identifiant une collectivité en tant que producteur ou détenteur d'un déchet amiante en sortie du site de Seclin ;
- le local de stockage déchets diffus spécifiques (DDS) ne comprend pas de dispositif de

détection incendie prévu aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 ;

La mise en demeure impose à l'exploitant de revenir à la conformité réglementaire, sous un délai de 3 mois, au regard des non-conformités précédemment citées.

L'objectif de la visite d'inspection du 17 septembre 2025 s'articule autour du récolement de la mise en demeure du 06 août 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- URBASER ENVIRONNEMENT
- Rue de Lorival 59113 SECLIN
- Code AIOT : 0007005338
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Urbaser Environnement, implantée à Seclin, a repris depuis le 2 janvier 2022, l'exploitation de 7 déchetteries de la MEL (Lille Alsace et Lille Borda, Annoeulin, Marquillies, Seclin, Fromelle et la Chapelle d'Armentières). Elle exerce une activité de collecte, de transit et de tri de déchets non dangereux sur son site de Seclin, rue de Lorival.

L'établissement est une installation de collecte des déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. Il a vocation à accueillir les déchets des particuliers, des artisans, des commerçants, des administrations et établissements éducatifs et des services municipaux des communes de LMCU.

Les déchets non dangereux admis et collectés sur le site sont les suivants : déchets encombrants, déchets verts, cartons, bois, gravats, ferrailles, déchets d'équipements électriques et électroniques, pneus usagers de véhicules légers, cartouches d'encre usagers, textiles usagers et radiographies médicales.

Les déchets dangereux collectés sont les suivants : piles, accumulateurs, batteries, tubes néons, ampoules à économie d'énergie, déchet diffus spécifiques, huiles moteurs usagées, huiles alimentaires usagées et les déchets d'amiante non friables.

Le site est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral du 2 octobre 2012 pour une activité de déchetterie (collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets).

A l'issue de la visite d'inspection du 23 mai 2024, la société Urbaser Environnement a été mise en demeure par arrêté préfectoral en date du 06 août 2024 de régulariser sa situation administrative suite aux constats de non exhaustivité du registre des déchets sortants de la déchetterie de Seclin, d'absence d'identification d'Urbaser Environnement en tant que producteur de déchets dans les bordereaux de suivi de déchets amiantés et d'absence de dispositif de détection incendie au sein du local de stockage déchets diffus spécifiques (DDS).

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre d'entrée et de	AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 1	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	sortie		
2	Bordereaux de suivi de déchets	AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 1	Levée de mise en demeure
3	Systèmes de détection et d'extinction automatique	AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 1	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection propose à M. le préfet du nord d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06 août 2024.

En effet, la visite d'inspection du 17 septembre 2025 a permis de mettre en exergue que l'exploitant respecte la réglementation au regard:

- de l'article 1.2.8.2 de l'arrêté préfectoral du 02 octobre 2012 ;
- de l'article 3.A.i de l'arrêté ministériel du 21 décembre 2021 ;
- de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre d'entrée et de sortie

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle - Acceptation -Refus des déchets à l'entrée
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La SAS URBASER Environnement, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé à Montpellier (34000), avenue Albert Einstein est mise en demeure pour son site implanté à Seclin de respecter, sous 3 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/08/2024, les dispositions de l'article 1.2.8.2 de l'arrêté préfectoral du 02 octobre 2012 accordant à LILLE MÉTROPOLE COMMUNAUTÉ URBAINE l'autorisation d'exploiter une déchetterie sur le territoire de la commune de Seclin (59113) sis rue de Lorival, à savoir:</p> <p>Registre d'entrée : Chaque entrée fait l'objet d'un contrôle de la nature et de la quantité des déchets apportés, ainsi que l'identité de l'utilisateur (catégorie et origine géographique).</p> <p>Registre de sortie : Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom et l'adresse du destinataire, l'identité du transporteur et le n° d'immatriculation du véhicule, la nature et la quantité de chargement (codification en vigueur), l'origine du déchet composant le chargement et les éventuels incidents, le n° de bordereau de suivi, la qualification du traitement final (recyclage, valorisation, élimination.) ainsi que sa codification selon les annexes I et II de la Directive n° 2008/98/CE.</p> <p>Les registres où sont mentionnées ces données sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant 3 ans.</p>
<b>Constats :</b>

L'exploitant a transmis, par courriel du 28/08/2025, deux versions de mise à jour du registre des déchets sortants :

- une version au 01/01/2025, incluant les numéros des bordereaux de suivi des déchets (BSD) ainsi que les quantités de déchets en sortie de site (volume et unité associée) ;
- une proposition de registre à compter du 01/09/2025, incluant les immatriculations des véhicules en charge du transport de déchets.

Sur demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 17/09/2025:

- le registre des déchets sortants au titre de l'année 2024, justifiant de la prise en compte de l'intégration des numéros de BSD et des quantités de déchets en sortie de site à la suite de la visite d'inspection en mai 2024;
- la mise à jour à la date de la visite du registre des déchets sortants au titre de 2025. L'Inspection constate l'intégration des numéros de plaques d'immatriculation des véhicules en charge du transport de déchets à compter du mois de septembre 2025.

Sur la base de ce constat, l'Inspection propose la levée de mise en demeure au regard du respect des dispositions de l'article 1.2.8.2 de l'arrêté préfectoral du 02 octobre 2012 accordant à LILLE MÉTROPOLE COMMUNAUTÉ URBAINE l'autorisation d'exploiter une déchetterie sur le territoire de la commune de Seclin (59113) sis rue de Lorival.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

## N° 2 : Bordereaux de suivi de déchets

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, déchets contenant de l'amiante

### **Prescription contrôlée :**

La SAS URBASER Environnement, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé à Montpellier (34000), avenue Albert Einstein est mise en demeure pour son site implanté à Seclin de respecter, sous 3 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/08/2024, les dispositions de l'article 3.A.i de l'arrêté ministériel du 21 décembre 2021, à savoir:

A. - Informations transmises par l'émetteur du bordereau lors de l'émission du bordereau.

L'émetteur du bordereau est :

1° le maître d'ouvrage qui commande les travaux sur amiante lorsqu'il s'agit d'une personne morale,

ou

2° l'entreprise réalisant les travaux sur amiante lorsque ces travaux sont commandés par un ménage,

ou

3° la déchetterie publique, lorsque les déchets contenant de l'amiante y ont été déposés par une personne admise à le faire,

ou

4° dans le cas de déchets contenant de l'amiante qui ne sont pas issus de travaux sur amiante, le détenteur des déchets.

Dans les situations mentionnées au 1° et au 2°, l'entreprise réalisant les travaux sur amiante valide ces informations au moyen d'une signature électronique.i)

<p>Concernant l'émetteur du bordereau :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nature : Maître d'ouvrage des travaux sur amiante, entreprise réalisant des travaux sur amiante commandés par un ménage, déchetterie publique, ou autre détenteur du déchet (pour des déchets contenant de l'amiante non issus de travaux sur amiante) ;</li> <li>- Numéro SIRET ;</li> <li>- Raison Sociale ;</li> <li>- Adresse ;</li> <li>- Téléphone ;</li> <li>- Courriel ;</li> <li>- Nom de la personne à contacter.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis, par courriel du 28/08/2025, deux BSD amiante permettant de justifier de l'identification d'URBASER Environnement (sous le numéro de SIRET 48459557400480) en tant que producteur des déchets amiantés.</p> <p>Les BSD transmis sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• au titre de 2024, le BSDA n° BSDA-20241216-88B3ANRY9 sur lequel la Métropole Européenne de Lille est toujours identifiée comme producteur de déchets amiantés,</li> <li>• pour l'année 2025, le BSDA n° BSDA-2250210-HKBG7B6MV sur lequel URBASER Environnement est désormais considéré comme producteur de déchets.</li> </ul> <p>Sur la base de ce constat, l'Inspection propose la levée de mise en demeure au regard du respect des dispositions de l'article 3.A.i de l'arrêté ministériel du 21 décembre 2021.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

### N° 3 : Systèmes de détection et d'extinction automatique

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La SAS URBASER Environnement, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé à Montpellier (34000), avenue Albert Einstein est mise en demeure pour son site implanté à Seclin de respecter, sous 3 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/08/2024, les dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, à savoir:</p> <p>Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

**Constats :**

Un détecteur incendie a été installé dans le local DDS ainsi qu'une centrale SSI dans le local gardien. L'exploitant a transmis, par courriel du 28/08/2025, les photos justifiant de ces deux implantations.

L'Inspection a pu effectuer la vérification visuelle lors de la visite terrain.

Par courriel du 18/09/2025, l'exploitant a transmis le rapport de vérification après installation du SSI de la déchetterie de Seclin (rapport de l'APAVE en date du 22/07/2025). L'installation est déclarée conforme.

Sur la base de ce constat, l'Inspection propose la levée de mise en demeure au regard du respect des dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure